AEF *(http://www.aef.info)*

Université de Strasbourg : M. Deneken, candidat à la présidence et prêtre, est "un enseignant-chercheur comme un autre"

Par Pascaline Marion

À l'université de Strasbourg, la campagne est lancée, à deux mois des échéances électorales et deux semaines après la nomination du président Alain Beretz comme DGRI (lire sur AEF). Dans un entretien accordé le 26 septembre 2016 à AEF, Michel Deneken, l'ancien 1er VP devenu président par intérim, répond aux polémiques suscitées par son accession à cette fonction, étant prêtre par ailleurs : "Je suis un enseignant-chercheur comme un autre", revendique ce professeur de la faculté de théologie catholique. Michel Deneken s'exprime aussi sur plusieurs dossiers en cours, de la politique de site à la dévolution du patrimoine. Ce midi, il a confirmé qu'il se présentera à la présidence, en tandem avec Catherine Florentz (l'actuelle vice-présidente "recherche et formation doctorale"), comme première VP, lors de la réunion des listes "L'université, pour réussir".

AEF : Votre arrivée à la présidence par intérim a suscité une forme de polémique. Par exemple, dans une tribune publique sur internet, l'UEC (union des étudiants communistes) de Strasbourg s'émeut du fait qu'un prêtre soit à la tête d'une université, dans une République laïque. Que répondez-vous à cela ?

Michel Deneken : La République n'est pas en danger, car ses lois s'appliquent au sein de l'université. Je crois en cette République, avec sa déclinaison spécifique en Alsace Moselle : il y a ici la présence de deux facultés de théologie, reconnues depuis la fondation de l'université [une catholique et une protestante]. Les enseignants-chercheurs de ces facultés sont des enseignants-chercheurs comme les autres. Et quand ils sont ecclésiastiques, ils ne sont ni des citoyens de seconde zone, ni des enseignants de seconde catégorie. Juridiquement, il n'y a rien qui puisse être contraire au fait d'assurer de telles fonctions. Je suis un enseignant-chercheur comme un autre. Si certains estiment aujourd'hui que je ne peux pas être président par intérim, c'est le principe même d'être enseignant-chercheur ici à l'université qui est remis en question ; et que dire du fait que j'ai été premier vice-président depuis deux mandats auprès d'Alain Beretz ?

AEF : Êtes-vous candidat à la présidence de l'université (lire sur AEF) ?

Michel Deneken : Je rappelle que l'élection concerne d'abord la mise en place des conseils centraux. Ensuite, il est vrai que certaines personnes se réclamant de l'équipe actuelle ont un projet commun et veulent le présenter à la communauté universitaire, en proposant à d'autres personnes intéressées de le porter ensemble (lire en encadré ci-dessous). Une équipe se prépare, la première étape consiste à présenter des listes de candidats pour les conseils centraux, c'est-à-dire le conseil d'administration et les deux commissions du conseil académique, CFVU et commission recherche. Nous ne sommes pas dans une élection présidentielle au suffrage direct.

Le Dalaï Lama à l'université de Strasbourg le 16 septembre dernier

"L'ensemble du secteur des neurosciences, tout autant que psychologues et philosophes, était concerné, tant du point de vue de la recherche fondamentale que sur le plan de la pratique. Le Dalaï Lama, c'est tout simplement une personnalité intellectuelle, philosophique, spirituelle. Surtout, c'est un Prix Nobel qui a été invité à l'Isis, l'institut de Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie. Cette journée était une manière de montrer que la philosophie et les sciences peuvent être amenées à dialoguer."

AEF : Le Snesup-FSU à l'Unistra pointe auprès de la presse la "politique d'austérité" menée pendant huit ans par Alain Beretz et vous-même [comme premier vice-président, d'abord en charge des finances, puis des formations, lire sur AEF]. Le syndicat regrette notamment, sur ce mandat, des coupes de -20 % sur les budgets formation des composantes, sur les deux premières années. Qu'en est-il ?

Michel Deneken : Je ne vois pas à quoi cela fait référence. Ce n'est pas vrai, il n'y a pas eu -20 % de coupes pour la formation. Dans les faits, nous avons maîtrisé les heures complémentaires sans fermer de formations, sauf dans certains cas avec l'accord des doyens, là où le nombre d'étudiants pouvait le justifier. Par ailleurs, nous n'avons pas mené une politique d'austérité. Au regard de toutes les sommes investies depuis huit ans, on ne peut pas dire cela. Il ne faut pas confondre austérité et rigueur budgétaire. Une preuve : l'idex a permis de lancer nombre d'innovations pédagogiques. La dynamique a profité à la formation, et cela se chiffre en millions d'euros. De même, il m'a été reproché une baisse du fonds de roulement, de 85 à 35 M€ euros [sur le premier mandat]. Nous aurions donc dépensé 50 M€ durant ce temps : peut-on appeler cela de l'austérité ?

AEF : L'intérim court jusqu'au 13 décembre (1). Quels sont les chantiers prioritaires d'ici là ?

Michel Deneken : Vu les circonstances, la rentrée est bien sûr prioritaire, il faut qu'elle se déroule dans de bonnes conditions, ce qui est le cas. Nos statuts prévoient que ce soit le 1er VP qui assure l'intérim, dès lors que le président démissionne ou quitte ses fonctions pour quelque raison que ce soit. La récente nomination d'Alain Beretz à la DGRI a mis à l'épreuve ces statuts - dont la légalité a été contrôlée, et prouvé la stabilité de nos institutions. Le programme est chargé, avec le rapport d'autoévaluation en vue de la contractualisation 2018-2022, tant pour notre université que pour le site alsacien, le projet de budget 2017, et la préparation des élections pour novembre. Et tout le monde est sur le pont.

AEF : Le récent rapport IGF-IGAENR sur la dévolution du patrimoine immobilier fait état d'un "bilan globalement positif", pour les trois universités candidates sur la période 2011-2012 (lire sur AEF). Dans quelles conditions l'Unistra peut-elle envisager cette dévolution ?

Michel Deneken : L'université de Strasbourg, pour le moment, n'est pas demandeuse. Si on nous demande d'y aller, nous aurons à discuter sérieusement des conditions. Nous avons un patrimoine assez particulier, avec plus d'une centaine de bâtiments et près de 600 000 mètres carrés. Cela va des bâtiments historiques aux locaux high-tech. Une dévolution sans accompagnement financier poserait, à long terme, plus de problèmes qu'elle n'apporterait de solution. Si la liberté qu'elle présente peut être alléchante, elle peut aussi être source de difficultés. Mais nous sommes ouverts à toute négociation avec notre ministère de tutelle, qui connaît et notre bonne volonté et nos difficultés.

AEF : S'agissant de politique de site, quels sont encore d'après vous les chantiers à faire avancer, au niveau de l'université de Strasbourg et de l'UHA ?

Michel Deneken : Le contrat de site 2013-2017 ne doit pas se concevoir comme un binôme exclusif, mais comme un partenariat multi-composantes entre des universités, des écoles – l'Insa, l'Ensas et l'Engees – et également la BNU. Nous sommes sur des logiques d'association, chacun étant chargé d'une partie de la gouvernance du site (2). Si nous faisons un bilan d'étape, je dirais que cela a initié une dynamique, qu'il faut maintenant fortement réveiller. Nous avons appris à nous connaître et à travailler ensemble. Une nouvelle étape est désormais nécessaire.

D'ailleurs, il faut réfléchir dans un nouveau contexte, lié à la réforme territoriale : quid de la région Grand Est, qui compte d'autres universités que les alsaciennes ? Quelles sont les interactions entre le site de l'ex-région Alsace et le site de la nouvelle région Grand Est ? Comment le ministère va-t-il accompagner ces redécoupages ? La question est posée. En ce qui nous concerne, nous allons faire un bilan du contrat de site Alsace et envisager les possibles évolutions.

Les listes "l'Université, pour réussir" entrent en campagne

Deux semaines après le départ d'Alain Beretz, le coup d'envoi de la campagne pour sa succession vient d'être donné, ce mercredi midi 28 septembre. Une partie des candidats des listes "L'Université, pour réussir" ont tenu une première réunion publique, à l'Atrium sur le campus de l'Esplanade. "Nous nous inscrivons dans une forme d'héritage des réalisations de l'équipe d'Alain Beretz, tout en voulant impulser certaines améliorations", indique Philippe Clermont (membre du CA et directeur de l'Espé de l'académie de Strasbourg), tête de liste pour le collège B (enseignants-chercheurs et autres enseignants).

Ces listes annoncent qu'elles soutiendront, "si le sort des urnes est favorable", une candidature à la présidence de Michel Deneken, avec à ses côtés Catherine Florentz (actuellement vice-présidente en charge de la recherche et de la formation doctorale) comme première vice-présidente. Tous deux, présents ce midi, seront les "porteurs emblématiques" du projet.

Le projet de ce collectif, dont l'élaboration a commencé en début d'année, comprend notamment les axes suivants : "renforcer la subsidiarité, pour agir au niveau le plus pertinent" ; "développer une excellence inclusive, en formation et en recherche (encourager l'innovation pédagogique via l'idex, accompagner les initiatives des composantes et des unités de recherche, etc.)" ; "construire et consolider" (projet "Studium", reconstruction du Planetarium, etc.)

"Depuis la fusion, tout est allé très vite, pour les enseignants-chercheurs et les personnels mobilisés. Il y a un fort besoin d'avoir une vision pluriannuelle, sur le prochain mandat", souligne Frédérique Berrod, professeur à l'IEP de Strasbourg et tête de liste au collège A (professeurs et assimilés).

(1) Soit la date du conseil d'administration fixée pour l'élection du prochain président de l'université.

(2) À savoir : l'Unistra (pour le domaine recherche), l'UHA (pour les domaines du transfrontalier, des relations avec le milieu socio-économique et de l'apprentissage), l'Insa de Strasbourg (pour le domaine de l'ingénierie) et la BNU (pour le domaine documentaire)."